

---

## Immigration, le grand paradoxe

Les médias font semblant de s'étonner : l'Espagne prépare la régularisation de 500 000 personnes déjà présentes dans le pays, avec la simple condition d'une présence d'au moins cinq mois au 31 décembre 2025. Il s'agit d'une pratique répétée de l'Espagne et politiquement assumée : pour le Premier ministre, « *régulariser n'est pas seulement juste, c'est une évidence économique* ». La dernière régularisation de masse, en 2005, concernait déjà 500 000 personnes. Cette politique répond simplement de façon réaliste aux besoins économiques et démographiques du pays. Cet apport de population n'est sans doute pas étranger au développement économique de l'Espagne.

Le gouvernement italien a, lui, été élu sur la base d'une intense hostilité à l'immigration et ce pays mène en Méditerranée une politique criminelle de refoulement des migrants que le MRAP et tous les mouvements démocratiques condamnent régulièrement. Mais les mêmes contraintes économiques et démographiques s'imposent à l'Italie, à l'Espagne et à la plupart des pays européens. Avec beaucoup moins d'affichage médiatique, depuis l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni en 2022, l'immigration a augmenté de 10 %. Bien plus, face aux pénuries de main-d'œuvre, le gouvernement a publié, à l'été 2025, un décret qui permettra, d'ici 2028, d'accueillir 500 000 nouveaux étrangers.

En France, le ministère de l'Intérieur a publié le 27 janvier ses statistiques annuelles concernant l'immigration. Le MRAP appelle à ne pas céder aux interprétations simplistes et biaisées que certaines forces politiques et certains médias donneront de ces chiffres. Si le total des nouveaux titres de séjour atteint 384 000 en 2025, ce total est essentiellement composé d'étudiants (117 000), de protections humanitaires (92 000) et de droits familiaux (91 000). Compte tenu des départs et des décès, les démographes évaluent chaque année le solde migratoire net à un total situé entre 100 000 et 150 000. Les étrangers hors UE sont 4,4 millions et constituent environ 6,5 % de la population française, bien loin des fantasmes d'invasion.

**Le MRAP continuera à dénoncer les campagnes permanentes hostiles à l'immigration et à souligner ce que certains appellent « le grand paradoxe ». L'instrumentalisation politique du thème des migrations envahit le débat public et elle pousse à prendre des mesures toujours plus désastreuses et inhumaines.** Pendant ce temps, l'histoire impose son cours : les êtres humains continueront à circuler, souvent sous la contrainte des violences et fléaux divers qui les frappent. Les individus ont le droit de chercher partout une vie meilleure. Les sociétés et les économies ont besoin de ces échanges de travail et de compétences.

Le MRAP appelle à organiser au mieux l'accueil actuel des migrants, en respectant les droits humains, à régulariser tous les sans-papiers et à préparer le seul avenir possible : la libre circulation et la libre installation de tous les humains sur toute la planète.

MRAP